

BULLETIN ŒCUMENIQUE



N° 6 / SEPTEMBRE 1988
PARAIT 8 FOIS PAR AN

ISRAËL - PALESTINE:

Le chemin de l'espérance

La rubrique "Le temps de lire" du dernier "Interrogation" (juin 1988), nous présentait certains livres à prendre durant les vacances.
Sur la colline de Taizé, haut-lieu symbolique de réconciliation, j'ai suivi le conseil pour "FRERES DE SANG", d'Elias Chacour, et je n'ai pas été déçu. Pour ceux et celles qui désirent approfondir les raisons des droits des Palestiniens à une patrie, il vaut la peine de lire ce récit concret et bouleversant. L'amour du peuple palestinien va de pair avec l'amour du peuple juif, qui a tellement souffert, dans l'histoire, de tant de persécutions et de "solution finale"...
Actuellement pourtant, la juste cause des Palestiniens, face à la répression inadmissible du gouvernement israëlien, mérite notre appui humain et politique.
Il est bon que ce soit un prêtre, Palestinien, comme Elias Chacour, qui nous décrive, à travers son histoire familiale et personnelle, le pourquoi des revendications des Palestiniens et, même si le livre ne va pas jusqu'à cette date, des causes du soulèvement populaire dans les territoires occupés.
Il est bon que ce soit un Juif, comme Jochi Weil, qui nous tienne le même langage lors du dimanche de la dernière assemblée générale de FSF au Bouveret, en montrant avec simplicité et courage son action pour la justice et la paix en Israël et en Palestine. Ayant vécu, dès son enfance, dans l'amour de son peuple, il continue merveilleusement de l'aimer (au risque d'être considéré, par certains, comme traître à sa patrie) en reconnaissant un autre peuple qui se bat pour sa dignité et sa reconnaissance internationale.
Rencontrer un Chacour, rencontrer un Weil, fait un bien immense.
Car, grâce à leurs actions et témoignages, le mur de la haine et des incompréhensions mutuelles commence à se lézarder.
Quand ils vont dans cette direction, les solutions politiques justes pour tous sont au bout du chemin.

Bernard Bavaud



Le langage

"Je ne saurai jamais tout! - Comment, vous non plus? - Bien, nous serons comme ça deux!"

En feuilletant au hasard le Petit Larousse, que les branchés appellent le PL, je découvre des mots inconnus comme "sherardisation", "pluvian", "gerboise" et d'autres dont j'ignorais totalement la signification. Il est exact que je n'en ai pas besoin, la preuve: je m'en suis passée jusqu'à aujourd'hui. Mais, quand même, quelqu'un les aurait prononcés devant moi, je me serais crue en Chine à ne rien comprendre.

J'ai ressenti la même impression en fréquentant des cercles "d'initiés".

Quand je dis "initiés", je pense aux groupes, communautés, qu'ils soient paroissiaux, sociaux, sportifs, tiers mondistes, samaritains ou l'Amicale de Rennois s/Bois.

Quand on fait partie de ceux qui "y sont", les élus, on adopte leur langage, leur argot. A demi-mots le courant passe... et tant pis pour les autres!

L'autre jour, mon amie X., m'a violemment agressée, et m'a sorti sans reprendre haleine:
"Tous les malheurs de l'humanité viennent de la religion. Tu veux la liste? L'obscurantisme et les peurs du Moyen Age, entretenus par les moines. Les croisades, violence et racisme. L'inquisition de même. L'Eglise toujours du côté des puissants. La femme asservie pendant des siècles, et libérée grâce à elle-même, elle ne doit rien à l'Eglise. Le communisme existe, parce que la seule alternative possible face à la résignation que propose la religion. Et le Pape qui voyage, et qui dit "non-pilule, oui-enfants"... comme si c'était si simple... etc... etc..."

J'ai commencé par lui expliquer que le contexte historique nous montre que l'Eglise est composée par les gens de l'époque, et qu'elle est ainsi le reflet des phénomènes qui bouleversent la société de son temps... Peine perdue, j'utilisais sans y prendre garde le langage appris dans mes réunions pastorales, le langage de celui qui sait, un peu condescendant, essayant de lui dire "qu'elle n'avait rien compris".

Sous le déluge de ses paroles, je me rappelle avoir pensé, fugacement, mais l'avoir pensé quand même, "Merci Seigneur de m'avoir élue pour faire partie de ceux qui ont la Foi, et qui comprennent Ta Parole"... (pour la suite se référer à un certain texte d'Evangile que vous aurez reconnu...).

Je me suis soudainement tue, elle aussi. Nous nous sommes regardées, j'ai souri et Dieu merci, elle aussi...

Paroles, paroles... Le langage, ce don qui rend l'homme supérieur aux autres mammifères, avec le rire, nous est plus néfaste que la pollution ou les catastrophes aériennes, S'IL N'EST PAS SIMPLE ET CLAIR.

Si la personne "non initiée", celle qui vit en dehors de toute communauté de croyants, ne nous comprend pas, comment pourrons-nous lui annoncer la Bonne Nouvelle?

Va-t-on lui demander d'apprendre notre jargon? Il s'en f...!

Allons-nous lui parler avec des mots de tous les jours de sa vie de tous les jours, avec ses problèmes et ses joies de tous les jours?

Il le faut!

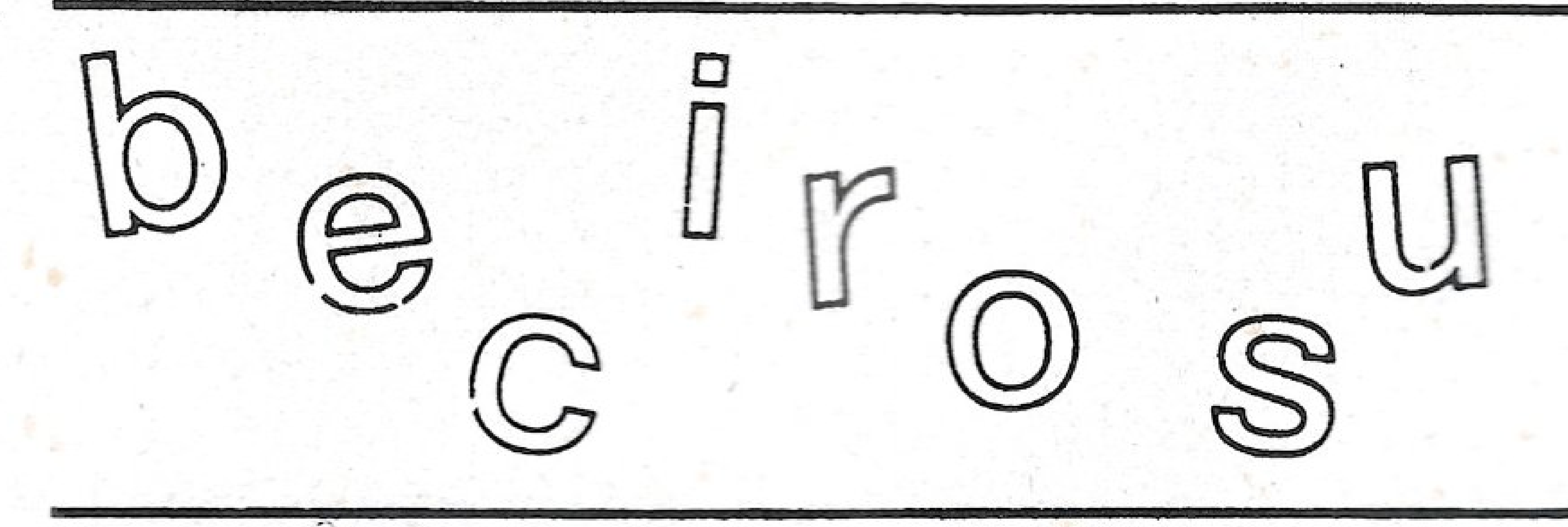
Quelqu'un disait "On peut avoir les mains dans la vaisselle et la tête dans les étoiles".

On peut aussi dire notre Foi, et la communiquer, sans avoir un doctorat en théologie ni une licence en dialectique.

C'est qu'il devient de plus en plus difficile de dire tout simplement:

"Tu sais, je crois en Dieu"

Régina Mustieles





Vraiment indispensable... mais!

La session est finie
Ça a bien marché,
Retour à la maison, Repos...
La route, paysages des Franches Montagnes
Soleil couchant, c'est beau...

Un auto-stoppeur
(N'est pas le bonhomme qui se balade à Lausanne...
 longs cheveux blanchâtres?)
Bonjour... vous allez où... Lausanne.
(C'est bien lui)

D'où venez-vous?
Marchez depuis longtemps?

Nous discutons, de ce que nous faisons
Pourquoi nous le faisons
Militances, luttes, engagements, foi...
Eh bien dit-il!
Tout cela, tout ce que nous faisons,
Il faut vraiment le faire... mais
C'est inutile, ça ne sert à rien...
...
Seul le passage par la mort
Peut vraiment faire changer l'homme
Il est trop fier pour changer
Sans passer par ce laminoir
...
Ce n'est pas ce que nous faisons
Qui va faire vraiment changer les choses...
MAIS il faut le faire, c'est indispensable
...

Moi, ça m'a fait penser à Pâques
A mon dépouillement,
Condition de pouvoir recevoir

Gilbert Zbären





Egalité entre hommes et femmes:

Mesures préférenti'elles à l'UNI de Genève?

A Genève, trois associations de femmes ont proposé d'inscrire dans la loi sur l'université un système d'objectifs quantifiés afin d'améliorer les chances des femmes dans la carrière académique monopolisée par les hommes. Quelles sont les raisons de cette proposition?

Si ce débat sur le pouvoir et sa redistribution est très vif, c'est parce qu'il se concentre sur l'allocation de biens rares (emplois valorisés et bien rémunérés, accès à des universités ou à d'autres possibilités de formation ou de promotion, représentation politique, etc.) dans une société qui mesure la valeur à l'argent, au pouvoir et qui connaît une forte hiérarchie dans la division du travail, notamment dans la récompense des différents types d'activités intellectuelles ou manuelles.

La situation à l'Université de Genève et en Suisse

Alors qu'en 1960, les femmes représentaient à Genève 38,2% des étudiants et 3,4% des professeurs, ces chiffres sont en 1985 de 3,5% pour les professeurs (11 femmes sur 334 professeurs) et de 51,7% pour les étudiantes, ce qui implique qu'en une génération, la situation s'est plutôt dégradée dans la structure du corps enseignant supérieur malgré l'augmentation importante des étudiantes. La moyenne suisse était en 1986 de 2,2% de femmes professeurs, soit 50 sur 2'269 professeurs ordinaires, extraordinaires et assistants.

Causes de la situation actuelle

L'éducation demeure souvent différenciée pour filles et garçons, une bonne formation professionnelle reste considérée comme plus importante pour les garçons - futurs chefs de famille - que pour les filles - futures épouses et mères, quand bien même elles risquent fort de se retrouver célibataires ou chefs de famille vu le taux de divorce -, la formation des filles reste cantonnée à des filières plus courtes, moins prestigieuses, plus "sociales", moins techniques et/ou scientifiques, les rôles sont intériorisés dès l'enfance, les filles manquent de modèles d'identification crédibles. Tous ces éléments se situent certes en amont de l'université et ne semblent pas concerner directement les étudiantes qui sont entrées à l'université, mais ces obstacles généraux et d'autres spécifiques à l'université vont jouer durant les études universitaires et la formation post-licence qui écarteront les femmes de la carrière universitaire.

En effet, la répartition des étudiantes dans les différentes facultés montre que les rôles traditionnels exercent encore une profonde influence: les femmes sont beaucoup plus nombreuses dans les facultés de sciences humaines, en particulier en lettres et en psychologie et sciences de l'éducation, soit dans des facultés débouchant sur des métiers "sociaux", de contact, délaissés par les hommes, que dans la faculté des sciences. Et même dans ces facultés féminisées au point de vue étudiants, le pourcentage de femmes enseignant aux niveaux supérieurs reste faible (16% à la FAPSE* et environ 5% en lettres alors que les femmes représentent 70% des étudiants). Dans les facultés où les femmes représentent environ 40-50% des étudiants, leur part aux postes de professeurs oscille entre 0 et 2% (droit, sciences économiques et sociales, théologie, etc.), comme en sciences où les étudiantes sont moins nombreuses.

* FAPSE: Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation.

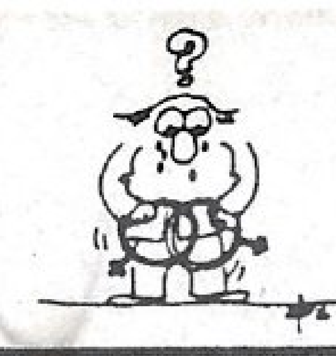
Nécessité de la compensation, égalité de traitement et prise en compte du groupe

Même après suppression des discriminations légales, l'héritage du passé est si lourd qu'on ne peut admettre un droit sexuellement neutre, alors que le sexe continue de fait à déterminer avantages ou désavantages, que ce soit en termes de chances matérielles (accès à une bonne éducation et formation professionnelle ou non) ou immatérielles (estime, confiance en soi, motivation, ambition, etc.), ces deux éléments se liant dans la perception que les membres de chaque groupe se font d'eux-mêmes et des autres.

Sans mesures positives prenant en compte ces critères, l'égalité formelle est une contrefaçon, une façade pour le maintien du statu quo, car l'écoulement du temps, les mesures non contraignantes ou le "bon vouloir" du groupe privilégié ne peuvent rééquilibrer une structure profondément inégalitaire. La seule façon de procéder consiste alors à reconnaître que l'appartenance au groupe discriminé est une condition additionnelle dans l'évaluation des qualités des candidats à un poste afin de compenser l'exclusion structurelle dont souffrent les femmes. A partir d'un certain degré de qualification (car il n'est pas question d'avantager des gens substantiellement moins compétents), l'appartenance au groupe discriminé fait pencher la balance.

Utilité sociale et pouvoir de nommer

Dans le système actuel des nominations à l'université ce sont les hommes professeurs qui décident des





carrières à tous les niveaux, et consciemment ou non ils tendent à privilégier les hommes, que ce soit par habitude, parce qu'ils se sentent plus à l'aise avec des collègues masculins, qu'ils estiment que la place des femmes est au foyer, que de toute façon, les femmes font primer leur vie privée sur leur carrière, qu'ils craignent la dévalorisation de leur statut s'ils devaient le partager avec des femmes ou encore parce qu'ils jugent mal les dossiers de candidatures des femmes, qui ne rentrent pas toujours dans les schémas classiques (les femmes finissent souvent leur thèse de doctorat plus tard que les hommes, elles ont moins de séjours à l'étranger, leurs listes de publications sont souvent plus courtes, reflet des maternités et/ou d'un désir plus grand chez les femmes de ne publier que des articles plus originaux...). Il y a double dévaluation des dossiers de femmes: d'une part le système universitaire refuse de prendre en compte positivement les éléments de vie privée qui pourraient être pertinents dans la carrière universitaire, notamment dans les aptitudes pédagogiques (habitude de l'écoute, patience, tolérance, intuition, etc.), mais les prend en compte négativement (la double journée des femmes les empêche de publier autant que les hommes, ce qu'on leur reproche), d'autre part même les femmes qui ont un cursus calqué sur le modèle masculin sont désavantagées du seul fait de leur appartenance au groupe femme.

Le système du double standard fonctionne aussi quand un enseignant est incompétent: l'homme est simplement mauvais, à titre individuel, la femme est mauvaise parce que femme, aux yeux de beaucoup. Il se pose un problème de seuil à partir duquel les gens sont suffisamment nombreux pour pouvoir être jugés sur leurs propres qualités et non leur sexe, et les femmes en sont loin.

L'université, qui, d'après la loi, devrait développer la compréhension du système social ne s'est guère préoccupée de la situation inférieure des femmes dans la société et dans l'université et ne contribue pas au changement. (...)

Les mesures proposées sont bien plus que la tentative de compenser des discriminations en offrant aux femmes actuelles une part aux postes élevés: elles tentent d'intégrer dans tout l'ordre social des intérêts, des aptitudes, des talents, des compétences, des idées, qui étaient jusque là exclus et ignorés. Or dans divers pays, en 20 ans la production féministe notamment dans les sciences humaines, a fait surgir de nouveaux thèmes de connaissance par une étude de la réalité vue du côté des femmes. La création de revues scientifiques de haut niveau, les women's studies, les nombreux ouvrages sur la littérature, l'histoire, l'anthropologie, la théologie, le droit, la sociologie, l'économie, sont là pour attester de ce nouveau champ de connaissances dont l'université ne rend pas compte. Pour le dire autrement, la moitié des hommes sont des femmes... et elles ont éclairé des pans fondamentaux de la société qui avaient été occultés par le discours exclusivement masculin dont notamment l'analyse des rapports de sexe, c'est-à-dire de la relation de domination entre hommes et femmes dans le système patriarcal, au lieu de l'habituelle "condition féminine" utilisée par les chercheurs masculins qui décrivaient un état, une essence et non une relation entre les groupes homme et femme. Ainsi l'université se prive des personnes qui pourraient développer la connaissance et l'enseignement dans l'intérêt de tous. De plus, vu le processus de décision en Suisse cette exclusion des femmes se répercute dans les commissions d'experts et les procédures de consultation dont on connaît le poids déterminant dans la recherche des solutions aux problèmes contemporains.

Une tentative de solution

Face à cette situation, trois associations genevoises de femmes (Femmes, féminisme, recherche, Association pour les droits de la femme et Association des femmes universitaires) ont soumis au Grand Conseil un projet de modification de la loi sur l'université pour garantir aux femmes des chances d'accès égales aux postes supérieurs et en finir avec la mainmise des hommes sur les postes d'enseignement et de recherche.

(...) Le système devra aboutir en 32 ans (8 plans quadriennaux) à une parité de 40% d'hommes et de femmes dans chaque catégorie. L'objectif a été fixé à 40 et non 50% afin de tenir compte de la situation du marché du travail où pour le moment plus d'hommes que de femmes travaillent, notamment à temps complet et aussi parce qu'avec une représentation de 40% de chaque sexe on peut estimer que l'égalité des chances est réalisée. (...)

En lien avec ce système, les associations proposent aussi la création d'une commission ou d'un bureau de l'égalité, chargés de veiller à son application, notamment en participant à toutes les procédures de nomination, ainsi qu'à l'information des femmes, à la détection des candidates valables et à leur encouragement à la carrière universitaire. L'information est ici indispensable si l'on veut motiver les jeunes femmes qui à l'heure actuelle renoncent à une telle carrière, non par incapacité ou par paresse, mais par une évaluation réaliste de l'absence de chances de promotion.

Ce système veut donc compenser les causes de discrimination et garantir la prise en compte de tous les intérêts.

(Extraits de "Plaidoyer", Das Magazin für Recht und Politik No 2, avril 1988, par Patricia Schulz).



Suite à l'Editorial...

Après les témoignages de Jocki Weil, de la Centrale sanitaire suisse, de Jacques Berset, Directeur de la KIPA, de Christophe Uehlinger, théologien laïc, sur la question palestinienne, lors de la dernière assemblée FSF plusieurs personnes souhaitent aider financièrement des projets évoqués à l'occasion de cette rencontre.

Nous rappelons deux destinations possibles:

1. AIDE MEDICALE DANS LES TERRITOIRES OCCUPES



Laura Wick aide un médecin palestinien dans une clinique mobile près de Ramallah.
(Photo A. Flückiger)

Bulletin d'information de la section romande de la Centrale sanitaire suisse

Administration:

Case postale 18
1041 Dommartin

Comptes de chèques postaux
Centrale sanitaire suisse:
12-18093-5 Genève
10-30945 Lausanne
23-4950 La Chaux-de-Fonds
19-3251-3 Sion

2. RECONSTRUIRE EMMAUS

Cf. Dossier Interrogation, avril 1986

Association pour reconstruire EMMAUS

Rue du Centre 74
1025 Saint-Sulpice

CCP:
17-4482-8 Fribourg

A l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation mise sur pied chaque année par la FAO, 13 organisations issues des milieux écologistes, tiers mondistes, de producteurs agricoles et de consommateurs organisent pour la septième année consécutive un Forum romand de l'alimentation le samedi 15 octobre prochain à Lausanne sur le thème du commerce agricole mondial.
Quels sont les enjeux de la libre commercialisation des produits agricoles? Quel respect de l'environnement, quelle qualité des aliments peut-on espérer d'une agriculture soumise à la libre concurrence? Autant de questions qui seront abordées lors de cette journée.
Comme chaque année, un riche programme est réservé aux centaines de participants, petits et grands.

FORUM ROMAND DE L'ALIMENTATION

Vers quel marché agricole mondial?

Samedi 15 octobre 1988 à Lausanne

(14h.30-23h.) Ecole polytechnique fédérale (EPFL), Avenue de Cour 33

A 20h.30, conférence de M. Arthur DUNKEL, directeur général du GATT:

MARCHE AGRICOLE MONDIAL: DEFIS, CHANCES ET PERSPECTIVES

Tout au long de la journée: **Ateliers, films, jeux**

Expositions, stands des mouvements organisateurs, etc...
Petite restauration, spécialités exotiques et indigènes

Entrée libre, badge: Fr. 5.-



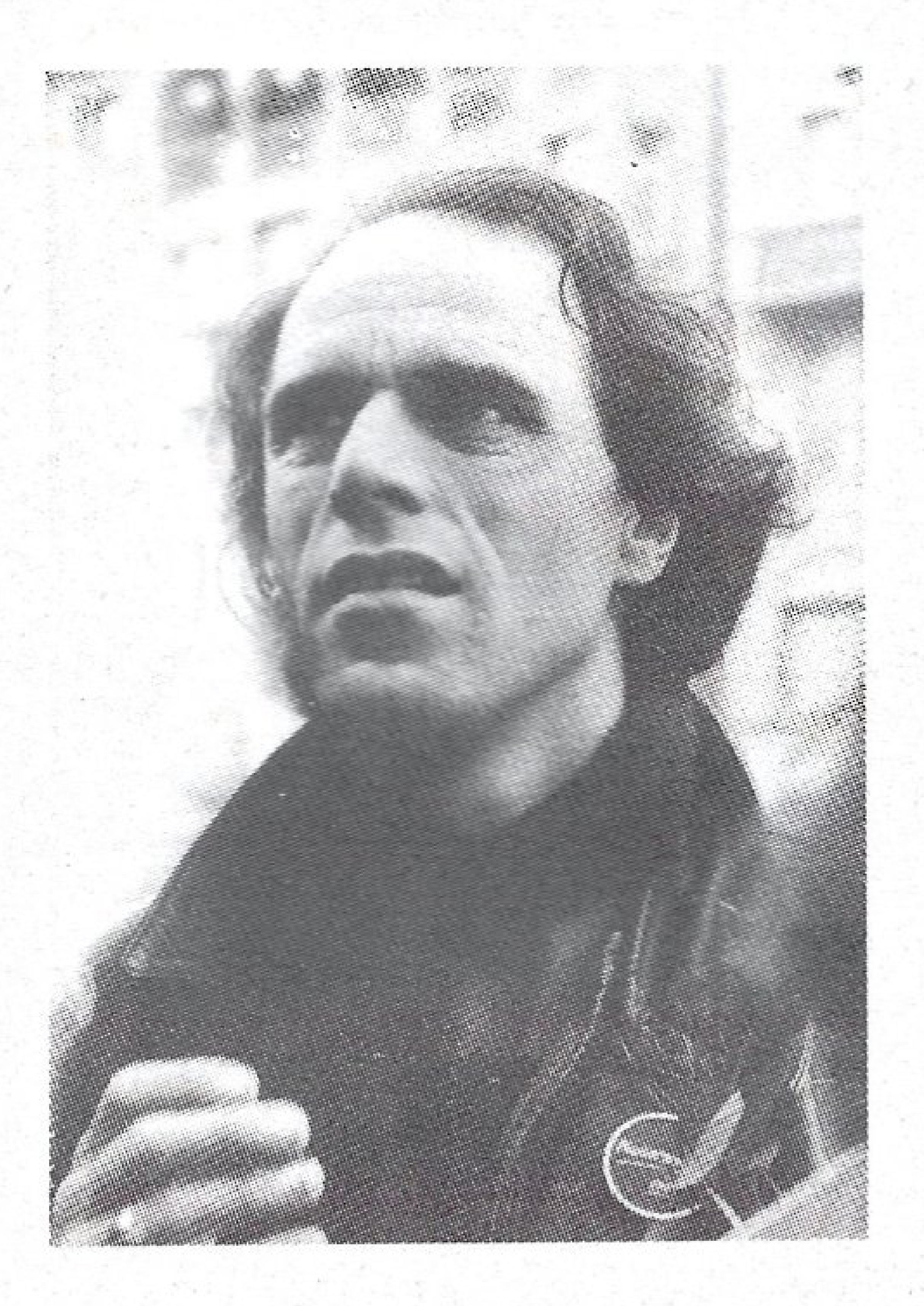
Solidarité avec l'Amérique centrale

Jürg Weis: un mort parmi les 70'000 victimes de la guerre au Salvador

"Interrogation" salue la mémoire de Jürg Weis qui a donné sa vie pour la cause des opprimés. Après Maurice Demierre, après Yvan Leyvraz, un troisième Suisse est victime de l'injustice sur ces terres troublées d'Amérique centrale.

Que la mort et ce témoignage de la vie de Jürg nous fasse nous souvenir des milliers de morts anonymes au Salvador pour que naisse, dans ce pays aussi, une nouvelle société.

Nous nous associons à ce texte distribué dans les rues de Fribourg le 29 août 1988.



Jürg Weis était membre du secrétariat des comités de solidarité avec l'Amérique centrale. Il effectuait un voyage d'information au Salvador lorsqu'il a été arrêté par la police nationale avec deux journalistes salvadoriens.

Selon les dernières investigations du mouvement de libération FMLN, Jürg Weis aurait été tué sur ordre d'un officier supérieur de l'armée salvadorienne deux heures après son arrestation. Des coups de couteaux indiquent qu'il a été violemment torturé avant sa mort. Son visage a été rendu méconnaissable par un tir en pleine face.

L'assassinat de Jürg Weis s'inscrit dans la campagne d'intimidation menée par le gouvernement salvadorien contre la présence d'étrangers dans les zones de conflits. La "Commission des droits de l'Homme" du Salvador signale qu'au cours de ce mois d'août, 55 étrangers ont été expulsés, arrêtés ou refoulés.

Ce qui est arrivé à Jürg Weis est quotidien au Salvador. Les forces de sécurité salvadoriennes menacent, enlèvent, torturent et assassinent chaque jour des civils. Aucune institution de l'Etat ne punit ces actes. Ces crimes perpétrés systématiquement par l'armée salvadorienne sont cautionnés par le gouvernement de ce pays. Cette guerre de "basse intensité" contre le peuple salvadorien est menée sous les directives des USA qui la financent (2 millions de $ par jour) et l'appuient (militairement) afin d'empêcher toutes réformes.

Jürg Weis était solidaire des familles salvadoriennes qui, devant une telle violence, doivent fuir dans une autre région ou dans un autre pays (le quart de la population). Il a mené un travail de solidarité en faveur de ceux qui luttent pour plus de justice sociale, pour l'autodétermination et pour la paix.

Cette manifestation silencieuse est l'expression de notre solidarité avec le peuple salvadorien, solidarité qui doit continuer et se renforcer.

*

CCP 12-15154-1 Genève
Fonds de solidarité avec El Salvador, Genève (Jürg)

En particulier, nous demandons avec insistance:

* Que le gouvernement suisse rompe son silence sur la mort de Jürg Weis et adresse une note de protestation aux gouvernements du Salvador et des USA qui portent la responsabilité de cette mort comme de celle des 70'000 civils salvadoriens.
* Que la Suisse accueille des blessés de guerre salvadoriens.
* Que le gouvernement salvadorien entame des pourparlers avec le mouvement de libération FMLN, conformément aux accords de paix d'Esquipulas signés entre les 5 pays d'Amérique centrale.
* Que les USA cessent leurs aides militaires et économiques au gouvernement salvadorien.

Comité de solidarité avec l'Amérique centrale, Fribourg



Au moment de rédiger cette page, la température invite davantage à grignoter qu'à se mettre devant un plat de résistance. Voilà donc quelques friandises.

«Les anges sont sympas»

Plus je me balade dans la Bible, plus j'ai envie d'appliquer aux anges le slogan habituellement réservé aux routiers. Et je ne vois pas pourquoi les questions - indiscrètes souvent - que l'on peut se poser sur leur mode d'existence m'empêcherait de leur tirer mon chapeau.

Prenez par exemple celui qui intervient dans l'histoire d'Elie (1.R.19). Après son coup de force au mont Carmel, le prophète doit partir pour sauver sa peau. Le moral est au plus bas, c'est le trou. Au point de l'entendre dire à Dieu: "C'en est assez, reprends ma vie". Et c'est là qu'intervient un ange avec à la main une cruche d'eau et un pain. Pas un mot, pas une question embarrassante ou un conseil bien senti; les seuls mots qu'il dit: "lève-toi et mange". Et après avoir laissé à Elie le temps de faire un bon somme, il revient à la charge avec le manger et le boire "...mange dit-il, sinon le chemin sera trop long pour toi". Pourquoi a-t-il parlé de chemin puisque quelques versets plus haut, on nous dit en toutes lettres qu'Elie était en fuite? Eh bien l'ange a fait comme s'il n'avait pas vu. C'est délicat, non?

Lorsqu'une tentation de fuite se présente dans nos vies, rencontrer sur notre route quelqu'un, les mains pleines de bonnes choses, qui nous aide à croire qu'on peut en faire un chemin, que souhaiter de mieux? Quand je vous disais: "Les anges sont sympas"!



Regards

Permettez-moi une confidence que je vous demande de garder pour vous: mon appartement n'est pas toujours dans un ordre parfait... Et j'ai constaté que c'est au moment où j'attendais quelqu'un que cela commençait à me gêner. Tout d'un coup, la pile de journaux que je contournais sans problème, voilà qu'elle ne me paraît pas à sa place et la vaisselle, qui avait fini de sécher depuis des jours dans l'égouttoir, je remarque subitement qu'elle n'est pas dans l'armoire. Comment expliquer ce changement soudain? Probablement parce que je me mets à regarder mon appartement avec les yeux de celui qui va venir et je le vois différemment.

Sauf erreur, les chrétiens sont tous des gens qui vivent dans l'attente de "Celui qui doit venir". Pour faire comprendre cela, Jésus a même multiplié les paraboles. Imaginez que chacun se mette à regarder sa réalité avec les yeux de Jésus! Que l'on se mette à regarder nos églises avec les yeux de celui qui a tellement insisté sur l'unité... Que l'on se mette à voir notre pays - prompt à boucler ses frontières - avec les yeux de celui qui n'a jamais supporté de voir un exclu dans la société de son temps... Que l'on se mette à considérer la façon de gérer notre argent avec les yeux de ce Jésus qui n'avait pas une pierre pour reposer sa tête et qui investissait tout en relation...

C'est sûr, en regardant tout avec ses yeux à lui, il y a des choses qui commenceront à nous gêner. C'est par là que commence la remise en ordre...

André Fol

NB: Bonne nouvelle: Jean-Pierre Zurn, pasteur à Genève et exerçant son ministère en Suisse romande est d'accord pour collaborer à cette rubrique. Au retour de Xavier Arbex au Pérou, j'avais regretté que l'on ait passé de la stéréo au mono. Voilà que la stéréo est rétablie!



DÉBAT: Une Suisse sans armée?

En prévision de la prochaine votation fédérale sur l'initiative "Une Suisse sans armée" nous ouvrons un débat qui se poursuivra dans les prochains numéros grâce à vos lettres et vos réactions. Il ne s'agit pas d'une prise de position de nos mouvements qui sont actuellement partagés sur le sujet.

POURQUOI FAUT-IL UNE "SUISSE SANS ARMEE"?

La Suisse est un petit pays, pauvre en surface, pauvre en matières premières, de plus en plus pauvre en jeunesse (l'armée s'en inquiète pour son effectif), pauvre en avenir, mais sa plus grande pauvreté est sans doute son incapacité à reconnaître sa vulnérabilité et sa dépendance vis-à-vis des nations environnantes en particulier du bloc de l'ouest et du grand capital international.

En cette fin du XXème siècle où l'Europe est en train de se construire, la Suisse apparaît de plus en plus comme un îlot isolé dans sa neutralité et son orgueil national, voué probablement tôt ou tard à la disparition.

Pour survivre jusque-là notre pays, usurier du monde, doit se compromettre dans des marchés qui ne sont pas toujours à son honneur et qui le plus souvent (et pour cause?) sont maintenus secrets (ventes d'armes, recel de fortunes douteuses, etc.). L'argent n'a pas d'odeur! Lorsqu'une économie doit en arriver là pour survivre il y aurait lieu de se poser quelques questions.

Pourtant plus la situation se dégrade plus on clame tout haut notre indépendance, notre neutralité et notre incomparable renommée morale. Ce complexe d'invulnérabilité superbe cache mal la faiblesse et l'angoisse existentielle de la Suisse. Notre renommée s'effrite progressivement depuis que des historiens mettent en lumière les compromissions qui ont permis à la Suisse de traverser "miraculeusement" épargnée la dernière guerre mondiale.

Aujourd'hui il est impérieux que notre pays abandonne sa politique de l'autruche. Il faut qu'il ait le courage de descendre de son piédestal, de reconnaître sa dépendance à l'égard des autres nations et de s'apprêter à la vivre honnêtement.

Venons-en au problème de l'armée.

Pourquoi s'attaquer à cette institution vénérable?

Eh bien précisément parce qu'elle est le symbole suprême de ces fausses valeurs que nous défendons et que l'on nomme indépendance, neutralité... elle est le symbole de tout ce qu'il y a en nous de méfiance de l'autre, de suffisance, d'orgueil national périmé et déplacé.

A vrai dire ce n'est pas la seule raison, il y en a encore au moins deux:

- la première est que notre armée est en réalité une vache à traire pour certains secteurs de notre économie qui sont davantage préoccupés à se remplir les poches qu'à défendre le territoire national. La défense nationale est un alibi qui permet à certains groupes économiques de s'enrichir sur le dos des contribuables;

- la seconde est l'évidence que notre armée n'est pas en mesure de défendre le pays. Elle donne, tout comme la protection civile du reste, une illusion d'assurance pour bercer nos esprits intoxiqués! Les puissances de destructions actuelles sont telles que la seule parade possible devient leur "non utilisation". Même en terme de guerre conventionnelle la Suisse est indéfendable. Il suffirait que 1 ou 2 obus égarés tombent sur une de nos centrales nucléaires pour qu'une grande partie du pays soit irrémédiablement sinistrée. En l'état actuel notre volonté de défense armée confine à la blague. Soyons sérieux et réalistes (comme diraient nos colonels!).

Qu'est-ce à dire, n'y a-t-il pas moyen de nous défendre?

A première vue non!

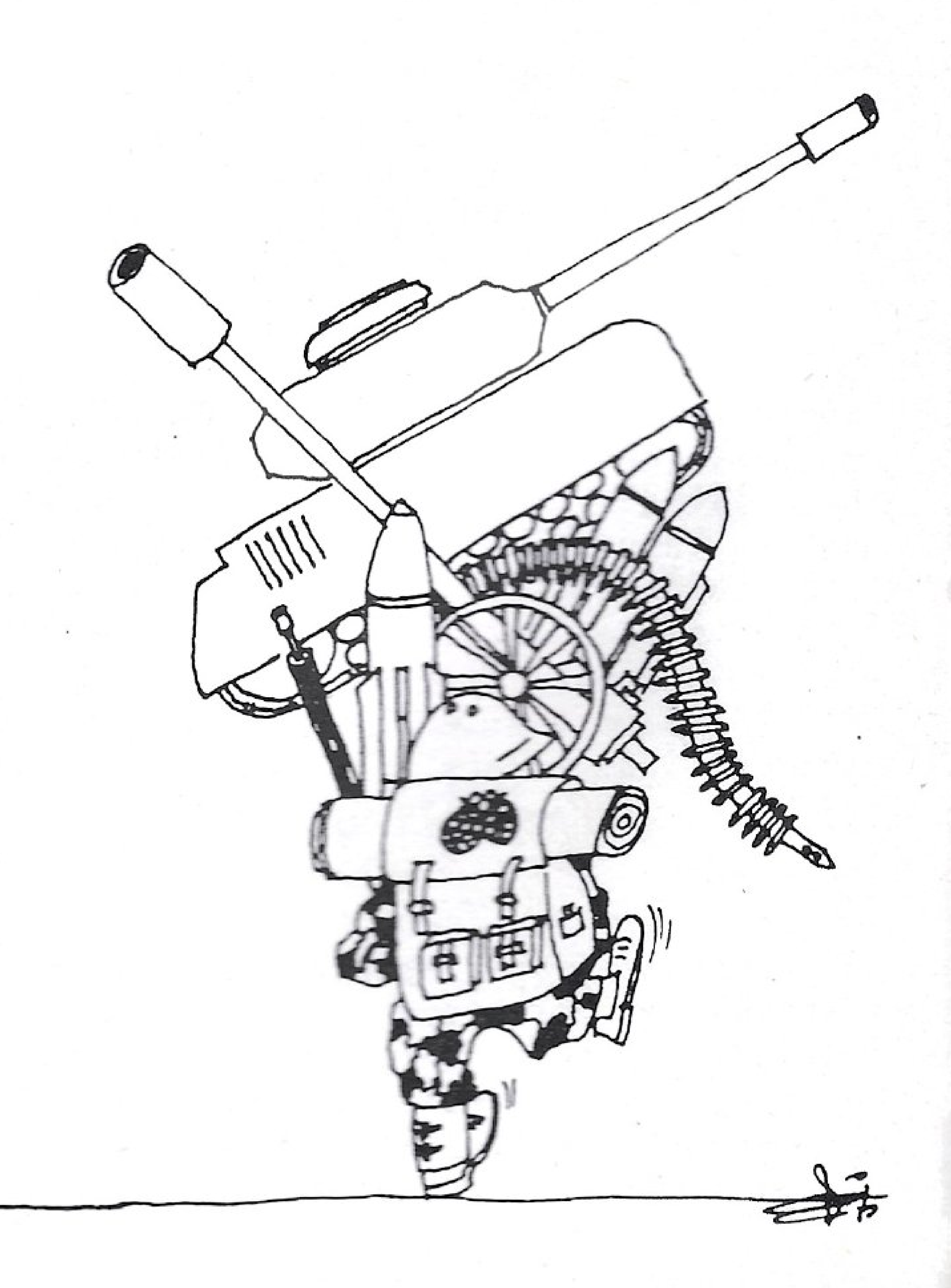
En réalité nous voyons 2 axes possibles de défense: la prévention et l'esquive: la prévention consiste à tout mettre en oeuvre pour prévenir la guerre. Je donne ici une liste non exhaustive de quelques idées à développer:

- la Suisse (les universités) pourrait financer et développer un Institut de recherche sur la paix. Son travail consisterait avant tout à faire l'inventaire des causes de guerre et d'étudier les possibilités de les prévenir et les éviter. Il y aurait grand intérêt que des chercheurs de toutes nations (Nord-Sud-Est-Ouest) participent activement à ces travaux;
- on pourrait développer dans les écoles un programme d'éducation à la paix. Ce programme aurait pour but d'enseigner les droits de l'homme et de montrer l'interdépendance des nations. Il mettrait en évidence l'absurdité et le danger du nationalisme;
- au niveau de la jeunesse on pourrait favoriser les échanges interculturels, organiser des camps de jeunes dans la coopération technique, favoriser les échanges de jeunes entre les différents blocs Est-Ouest et Nord-Sud pour développer la compréhension réciproque et démystifier les tabous car l'ignorance est la mère de la peur. Il faut détruire chez les jeunes les idées toutes faites et les préjugés;
- les medias pourraient avoir un grand rôle dans cet effort de connaissance et de reconnaissance interculturelle;
- la suppression progressive et intégrale des armes fait partie de l'effort de prévention. Elle aura une valeur éducative et démonstrative sans précédent. Tout éducateur a pu vérifier que l'enseignement par l'exemple est la méthode éducative la plus valable et la plus efficiente. Cet engagement sans précédent pourrait donner à la jeunesse de notre pays un idéal qu'elle a perdu et qui s'appellerait "PAIX". Du même coup elle saurait pourquoi il vaut la peine d'aimer son pays. L'équilibre de la terreur au contraire est une véritable absurdité qui cache mal les véritables intentions des protagonistes car, comme disait un illustre écrivain: "Laissez un pistolet sur la table vous trouverez toujours quelqu'un pour s'en servir". Le fait de s'armer appelle de facto une réponse agressive d'opposition. Il faut rompre ce cercle vicieux!

Dans le pire des cas où toutes ces mesures préventives n'auraient pas donné les résultats attendus et que la Suisse soit attaquée par une force conventionnelle (ce qui est difficile à imaginer) nous devrions mettre en oeuvre ce que j'ai appelé l'esquive. Lorsqu'un toréador est à la lutte avec un taureau il fait des manoeuvres d'évitement pour ne pas être broyé par la bête. Un affrontement direct le conduirait tout droit à sa perte. Par analogie notre défense devrait éviter à tout prix l'affrontement direct qui ne peut conduire qu'à une catastrophe massive en particulier pour les civils. D'autres techniques de défense non-violente devraient alors être mises au point pour harceler l'ennemi, faire pression psychologique sur lui, rendre ses efforts d'occupation inopérants, susciter une forte résistance morale. Un peuple capable de désarmer serait certainement capable d'opérer une telle résistance non-violente. Cette forme de résistance devrait nous préserver d'une destruction massive qui n'a absolument aucun sens.

Nous proposons donc d'économiser nos milliards gaspillés pour la défense armée et de réaliser un double projet de défense basé sur la prévention et l'esquive. Voilà les raisons pour lesquelles il faut une "Suisse sans armée".

Dr J.-P. Wenger





POURQUOI JE VAIS EN PRISON

Comme beaucoup d'autres, amis ou inconnnus, j'ai été reconnu comme objecteur de conscience, exclu de l'armée... et je devrais payer une taxe de remplacement du service militaire.

Comme beaucoup d'autres, amis ou inconnus, je refuse de payer cette taxe.

Je ne reconnais pas le droit à l'Etat de faire appliquer cette loi injuste, de me juger et de bafouer ainsi ma conscience de chrétien. Cependant, je suis prêt à supporter les conséquences de mon acte et donc d'accomplir les 10 jours d'arrêts (peine maximale prévue par la loi).

Depuis mon exclusion de l'armée, je refuse de vivre en fonction de l'armée (je suis sensé conserver mon livret de service, payer une taxe d'exemption et des impôts pour la défense militaire); cette institution utilise des moyens opposés à ceux que j'essaie d'appliquer au quotidien et, par conséquent, il m'est, en conscience, impossible de lui verser ne serait-ce qu'un seul et unique centime.

Comme beaucoup d'autres, amis ou inconnus, je vais à nouveau subir la prison, à cause de mes idées. C'est pourquoi, je m'y présente en plusieurs exemplaires. Par cet acte, je veux signifier mon soutien à tous les amis ou inconnus qui subissent le même sort; en ce jour, ce n'est pas Philippe Clivaz qui est emprisonné, c'est la Liberté qui est bafouée et notre chaîne humaine veut le dire à chaque être humain de ce pays.

Je, "Plusieurs fois Philippe Clivaz", serais prêt à accomplir un service civil, un service pour la construction de la Paix, plutôt que d'aller en prison ou de devoir payer la taxe; je suis prêt à me mettre au travail pour changer les lois injustes qui condamnent la conscience de l'Homme; c'est pourquoi, je tiens les autorités fribourgeoises et fédérales concernées pour responsables en leur conscience de cet acte de non-respect à l'égard de tous ces amis ou inconnus qui sont enfermés pour leurs idées.

"Plusieurs fois Philippe Clivaz"

Philippe Clivaz Ph. Clivaz P. Clivaz PH. CLIVAZ

Selon l'art 18 de la Constitution suisse, tout homme doit "payer" pour la défense nationale; soit sous la forme d'une participation à l'armée, soit sous la forme d'une taxe d'exemption.
Cette taxe est perçue chaque année où l'homme ne fait pas de service, aussi auprès des handicapés et des objecteurs de conscience.
Au sortir de la prison, l'Etat attend l'objecteur au contour; s'il refuse de payer la taxe, l'autorité militaire compétente le dénonce à l'autorité judiciaire cantonale qui le condamne à une peine variant entre 1 et 10 jours de prison. Cette peine n'annule pas la poursuite engagée contre l'objecteur et l'Etat récupère l'argent, soit par une saisie sur salaire, soit par une saisie de biens. L'objecteur de conscience est donc condamné deux fois pour un même et unique "délit": le refus d'apprendre à tuer que l'armée se plaît à traduire en "refus de servir".
Comme l'objecteur de conscience est exclu de l'armée, il devra payer sa taxe jusqu'à 55 ans; une trentaine d'années au cours desquelles, s'il refuse, il pourra faire jusqu'à 300 jours de prison, voire plus.
Nous voulons que cesse cette injustice et que l'Etat reconnaisse qu'un objecteur n'a pas à payer la taxe; c'est pourquoi nous voulons parler de ce problème; c'est pourquoi nous sommes là aujourd'hui.

Le Hérisson
Collectif de refuseurs de taxe militaire





Alain Wicht

Fribourg: des objecteurs contre la taxe militaire

Enchaînés dans le refus

Ils ont déjà payé par la prison leur refus de servir; chaque année, ils doivent cependant s'acquitter de la taxe militaire ou faire dix jours de prison. Les objecteurs de conscience s'insurgent contre cette obligation. Hier, ils l'ont solennellement démontré en accompagnant l'un des leurs à la prison centrale de Fribourg.

Vêtus de tuniques rayées, les pieds enchaînés, ils expliquaient dans le calme leur propos. Réunis depuis peu en association – Le Hérisson, proche du centre non violent Martin Luther King – leur objectif est la suppression de la taxe militaire pour les objecteurs. A leur avis, l'objecteur est condamné d'abord pour son refus de servir, puis de nouveau pour leur refus de s'acquitter de la taxe militaire qu'ils définissent comme l'équivalent sous forme pécunière de la prestation du soldat. Ils estiment que cela est contraire au principe fondamental de droit pénal qui veut qu'un individu ne puisse être jugé deux fois pour le même délit.

Deux stratégies s'offrent à eux. Tenter par la voie politique de susciter une révision de la loi sur la taxe militaire. Ou s'engager dans la voie des recours, et ce, jusqu'à la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg. Actuellement, ils envisagent de se lancer dans la procédure des recours, simultanément dans plusieurs cantons romands. Ils sont résolus à aller jusqu'à Strasbourg, s'il le faut. **MR**

La Liberté, 23-24 avril 1988



Elles sont parties...



Le 17 septembre, Rachel STAUFFER, psychologue, de Monthey, a quitté la Suisse pour le diocèse de Moundou, au Tchad. Elle participera à la formation pédagogique des professeurs du Collège secondaire des filles à Moundou et en donnant des cours de français et d'histoire.

Son adresse: B.P. 61
Moundou, Tchad



Par le même vol et à la même date, Claudine ZUFFEREY, assistante-sociale, de Sion, a aussi rejoint le diocèse de Moundou. Elle accompagnera l'animation de sessions des responsables locaux en santé publique et en animation rurale et visitera les groupes qui travaillent dans ces domaines dans diverses communautés rurales.

Son adresse: B.P. 61
Moundou, Tchad

Retour au pays

Le 8 juillet, Charles DUERR, radio-électronicien, qui a travaillé 4 ans au Zaïre, d'abord à Kizambi, dans l'enseignement de la physique, puis à Kikwit, dans celui de l'électronique pour les apprentis de l'Ecole professionnelle.
Son adresse: Rheinstrasse 77
7000 Coire

Le 17 août,
Bernadette PROGIN, infirmière, qui a travaillé 3 ans au dispensaire de Kouki, en Centrafrique, et dans l'accompagnement du personnel de santé.
Son adresse: Au Cuillerey 153
1784 Courtepin

Naissances

DAVID
né le 18 avril,
accueilli au foyer de
Rosa et Charles-André
DESCOMBES-ALSEDA,
Mombaroua, B.P. Léré, Tchad

SIMON
le 20 juin, au foyer de
Jocelyne et Serge
MAGNENAT-RENARD,
Beau-Site 8, 1023 Crissier.

FRANCOIS
le 25 juin, au foyer de
Cécile et Jacques
VEUTHEY-DESLARZES,
Route des Cases 10,
1890 Saint-Maurice

GUILLAUME
le 7 juillet, au foyer de
Patricia et Marc
NICOLET-ULDRY,
Au Village 16, 1751 Chênens

Décès

Monsieur Jules MEUWLY,
le 12 juillet à Fribourg,
père de Germaine SAMBOU-MEUWLY, à Aumont, ancienne volontaire au Sénégal.



Nous avons besoins de votre participation!

Empfangsschein / Récépissé / Ricevuta
Einzahlung für / Versement pour / Versamento per

Groupe Volontaires
Outre-Mer
LAUSANNE

Konto / Compte / Conto **10 - 20968 - 7**

Fr. c.

Einbezahlt von / Versé par / Versato da

Die Annahmestelle
L'office de dépôt
L'ufficio d'accettazione

* Pour les 100.000.- francs qui nous manquent encore pour boucler les comptes 1988.

* Pour les salaires de la Bourse à Travail (BAT)

* Pour les salaires des volontaires sur le terrain.

* Pour le journal "Interrogation".

* Pour faire mieux

* Pour être attentifs et inventer.

* Pour arriver en 1989 sans trop de maux de tête!

Aidez-nous par :

- Vos dons
- Vos idées et suggestions
- Votre aide concrète dans nos démarches et campagnes financières.

EXTRAIT DU BUDGET GVOM 1988

Dépenses

Salaires Volontaires Outre-mer, assurances, Voyages Retraites, AVS, etc., Pécules retour. 18 volontaires + 13 enfants)	305'954.-
Adaptation ind. salaires Nicaragua après réindexation monétaires. (12 volontaires + 11 enfants)	50'000.-
Bourse à Travail (BAT) Salaires, assurances, ... 3 volontaires (2 1/2 temps + 1/4 temps)	52'260.-
Interrogation : administration, envoi, impression,	27'000.-
Coordination du groupe GVOM, salaires, assurances, information, administration, (2 volontaires 1 1/2 temps + 1 1/4 temps)	29'692.-
Dons de solidarité : Quart-Monde Renens, projet formation et travail, divers...	20'000.-
TOTAL DES DEPENSES	484'906.-

Recettes

Subvention DDA 210.000.-, D.M. 10.000.-, Membres GVOM 40.000.- Réserve pécules 100.000.-, Dons connus 10.000.- soit	370.000.-
CE QUE NOUS DEVONS TROUVER... AVEC VOTRE APPUI	114'906.-



Une vie pour les plus pauvres

— Le pays, 29 août 1988

Une jeune Jurassienne a, depuis quelques années, pris la route du Népal. Touchée par les conditions de vie difficiles des Tibétains, elle a décidé de les aider



Par
Georges Schindelholz

Népal... Katmandou... Ces mots éveillent tout un monde fascinant. C'était la route de la drogue, le but du voyage pour beaucoup de jeunes tentés par le prestige de l'Asie et d'un monde peuplé de mystères. C'est aussi la route qu'a prise une jeune femme jurassienne de Bassecourt, Elisabeth Simon. Mais son but est autre que l'aventure. Touchée par les conditions de vie dans lesquelles enfants et adultes vivent, elle a décidé de se retrousser les manches et de travailler pour qu'il y ait moins de malheureux en proie aux maladies endémiques de ces régions.

Au départ, Elisabeth était laborantine. Mais elle s'est familiarisée avec la médecine dans les hôpitaux de Genève, Saignelégier et Saint-Imier. Comme beaucoup de jeunes, elle avait fait de la haute montagne dans ce pays appelé « le toit du monde », où les expéditions sont nombreuses. Puis elle a passé deux ans en Inde avant de jeter son dévolu sur le Népal. Voilà deux ans maintenant qu'elle y travaille, sous l'égide du comité suisse d'Eiréné (mot grec signifiant « Paix »). Ce qui l'a frappée au Népal, c'est le manque d'hygiène sanitaire, les ravages de la tuberculose, une maladie qui peut être vaincue, les maladies infantiles.

Parmi les Tibétains apatrides

De retour au pays depuis le 9 août, Elisabeth a bien voulu nous parler de son travail. Elle s'est trouvée dans les débuts au milieu d'une dizaine de milliers de Tibétains chassés de leur pays par l'envahisseur chinois. Ils étaient parqués dans des camps, mais, peu à peu, de ces camps sont nés des villages. Ils vivent de la confection de tapis et sont organisés en coopératives. Elisabeth, elle, aide ces gens à s'assumer au point de vue santé. Plusieurs dispensaires ont été ouverts. Ils sont situés dans les quartiers périphériques de Katmandou où sont établies les communautés tibétaines. Mais la population des environs, sans discrimination, fréquente ces dispensaires. Dans ces dispensaires, on reçoit non seulement des soins, mais également des conseils de santé, et une éducation aux règles élémentaires de l'hygiène, notamment pour les mamans dont les petits enfants sont sujets aux diarrhées et autres maux, conséquences de la malnutrition. Un médecin visite régulièrement ces centres médicaux. Un petit labo permet aussi le dépistage de la tuberculose et les recherches de parasites.

Aider les gens à s'assumer

Le souci prioritaire d'Elisabeth est la formation d'agents de santé. La première année, huit agents ont été formés. Trois mois sont nécessaires pour cette formation. Puis ces agents vont dans les dispensaires, ou font des visites à domicile, dans des cabanes sans eau courante, ni électricité, ni égout. En général toute la famille vit dans une seule pièce sans confort. Elisabeth a travaillé à temps partiel dans un hôpital de Katmandou, spécialisé dans la lutte contre la tuberculose. Elle travaille à l'hôpital actuellement six à douze jours par mois. Elle est la seule Européenne parmi les Tibétains. Tout récemment, elle a contribué à l'ouverture de deux nouveaux dispensaires et en a amélioré un troisième. Un nouveau est en projet.

La lutte contre la misère

Après une année de présence, Elisabeth a pu ouvrir un service de protection maternelle et infantile. Dans chaque endroit, les mères viennent à intervalles réguliers se faire contrôler pendant la grossesse et reçoivent des conseils d'hygiène pour l'accouchement. Les enfants de moins de cinq ans sont pesés, mesurés, vaccinés, le tout assorti d'enseignements simples pour la nutrition et la prévention des maladies. De la misère, Elisabeth en rencontre quotidiennement. Beaucoup de femmes travaillent dans les rizières, travail insalubre dans l'eau. D'autres coupent du bois qu'elles vont revendre dans la vallée. Enfants au ventre ballonné par la malnutrition sont spectacle courant, d'autres sont couverts de gale infectée. Souvent les gens de la montagne ont recours au sorcier-guérisseur, ce qui bien souvent empire le mal. Un homme, un jour, lui a montré une plaie infectée recouverte d'une mixture de bouse de vache ! La mousson accompagnée de chaleur, pluie, inondations, boues, parfois manque d'eau potable, favorisent la diarrhée chez les enfants. Il faut apprendre aux mères à préparer une boisson à base de sucre et sel, pour prévenir la déhydratation. (gs)

Comment aider ?

L'argent bien sûr est le nerf du développement. Comment aider l'œuvre pour laquelle Elisabeth Simon travaille ? On peut parrainer un agent de santé en versant 100 francs par mois pendant trois mois. De plus, des fonds sont nécessaires aussi pour l'équipement de base : microscopes, médicaments, matériel d'enseignement. Même les dons les plus modestes sont les bienvenus, précise Elisabeth.

Versements au c.c.p. 23-5046-2, Eiréné - Comité suisse, La Chaux-de-Fonds, case postale 2262 (préciser : Népal).



Elisabeth Simon parmi ses patients dans un des dispensaires créés à son instigation. Ⓟ



Une institutrice vaudoise en Haïti

Article paru dans l'"Educateur", No 12, 18 août 1988 Propos recueillis par Ph. Perret

Qui n'a pas rêvé une fois ou l'autre d'aller vivre sa vie dans les contrées lointaines des Caraïbes ou du Pacifique, cédant aux fantasmes de la douceur de vivre et des cocotiers. La réalité se révèle parfois quelque peu différente de l'imagerie que l'on peut s'en faire. C'est ce qu'à vécu Marie-Claude Challandes, qui vient de rentrer d'Haïti après avoir mené une expérience d'enseignement outre-mer de plus de vingt ans.
Après avoir obtenu son brevet d'institutrice en 1963 à l'Ecole normale de Lausanne, Marie-Claude Challandes est nommée à La Tour-de-Peilz puis, attirée par les problèmes de l'enseignement dans les pays en voie de développement, elle se rend en 1967 en Haïti, en tant qu'institutrice formatrice d'enseignants ruraux. Mariée et mère de deux enfants nés là-bas, elle nous livre un témoignage saisissant de la réalité de l'un des pays les plus pauvres du monde.

Educateur: en 1967 à l'âge de 24 ans, vous décidez de partir à Haïti. Quelles étaient vos raisons, vos motivations?

Marie-Claude Challandes: Je venais de commencer ma quatrième année d'enseignement à La Tour-de-Peilz, lorsque j'eus l'occasion de me rendre à un camp oecuménique à Glay, dans le Doubs, en France. Bien qu'ayant d'excellents contacts avec mes élèves et mes collègues et pratiquant un métier que j'aimais, je ressentais un malaise à vivre dans une société trop riche, trop opulente par rapport à l'ensemble des pays du globe. Lors de ces rencontres internationales, je fis la connaissance de jeunes de mon âge venant de pays en voie de développement, qui me parlèrent des nombreux problèmes que leurs Etats respectifs rencontraient dans les domaines économique, politique et éducatif. De là le besoin de m'engager dans une action concrète que mon métier d'enseignante permettait de réaliser. J'éprouvais le besoin de traduire mes idées par des actes et l'idée d'apporter ma contribution aux programmes de développement me séduisait.

Dans quelles conditions êtes-vous partie?

Grâce aux églises protestantes vaudoises, je fus mise en contact avec les Groupes volontaires d'outre-mer (GVOM) qui envoyaient depuis 1963 des équipes de travail romandes en Haïti pour aider et appuyer des groupes haïtiens qui tentaient de développer les zones rurales. Tous les métiers étaient représentés puisque l'on trouvait des agriculteurs, des menuisiers, des techniciens, des agronomes, des infirmières et naturellement des enseignants. Comme je n'avais pas envie de travailler en milieu urbain, on m'offrit un poste à Jérémie, petite bourgade située au sud de l'île, à 200 km de Port-au-Prince, où l'on avait besoin d'une institutrice.

Avant de partir, j'avais rassemblé du matériel scolaire que les enfants de La Tour-de-Peilz m'apportaient gracieusement et qui allait se révéler précieux. J'allais bientôt quitter le contexte d'une vie que j'aimais pour me retrouver plongée dans la réalité d'un pays que je ne connaissais pas et qui allait devenir une partie intégrante de mon existence.

Quels constats avez-vous faits à propos de l'école haïtienne?

Ma première surprise en arrivant fut de constater que les écoles sont extrêmement rares. Quelques grands collèges congrégationnistes, dont l'écolage est exorbitant, travaillent pour l'élite et assurent un enseignement plus ou moins convenable. Les autres écoles ont des effectifs pléthoriques, puisque l'on compte entre 80 et 100 élèves par classe. L'école n'est pas gratuite et ce sont les parents souvent pauvres qui doivent payer les écolages pour leurs enfants, qui souvent marchent entre 3 et 4 heures pour se rendre en classe. Ils ont le ventre creux en arrivant à l'école et ils s'endorment sur leurs tables. Si les parents n'ont pas assez d'argent pour payer, l'école renvoie ou n'admet pas les enfants, ce qui explique le très fort taux d'analphabétisme.

Le contenu des programmes scolaires n'est pas adapté à la réalité quotidienne puis-



qu'on enseignait, jusqu'en 1977, dans une langue étrangère aux enfants, le français, qui n'était parlé qu'à l'école. Dès 1977, une réforme a instauré le créole comme langue maternelle dans les deux premières années de la scolarité. Les locaux, complètement délabrés, tombent littéralement en ruine et les élèves vivent dans une promiscuité inimaginable. Les enseignants, mal payés et sans formation digne de ce nom, ne disposent que d'un tableau noir et de quelques craies. Telles furent les premières images qui me frappèrent de plein fouet dès mon arrivée à Jérémie, où la plupart des gens sont analphabètes. L'Eglise méthodiste, pour laquelle j'allais travailler, avait développé tout un réseau d'éducation primaire pour répondre aux besoins des communautés rurales. Deux écoles fonctionnaient déjà, animées par des pédagogues haïtiens formés par des GVOM à l'école normale de "Frères" à Port-au-Prince; cela représentait bien peu de choses en regard de la population qui s'élevait à 70'000 âmes. Il existait certes des classes officielles ouvertes par l'Etat haïtien, mais elles ne fonctionnaient qu'un jour sur deux, les maîtres étant très souvent en ville ou absents.

Dès notre arrivée, nous avons étudié, en collaboration avec les éducateurs méthodistes, les problèmes que le délabrement du système éducatif pouvait provoquer. Que fallait-il faire pour les plus pauvres, pour les professeurs, pour améliorer la qualité de l'enseignement, et surtout comment alphabétiser ces populations et offrir une scolarité décente à un maximum d'enfants? Telles étaient les questions auxquelles il fallait impérativement répondre.

Comme vous venez de le relever, l'un des grands problèmes d'Haïti est l'analphabétisme. Quelles mesures avez-vous prises pour le combattre?

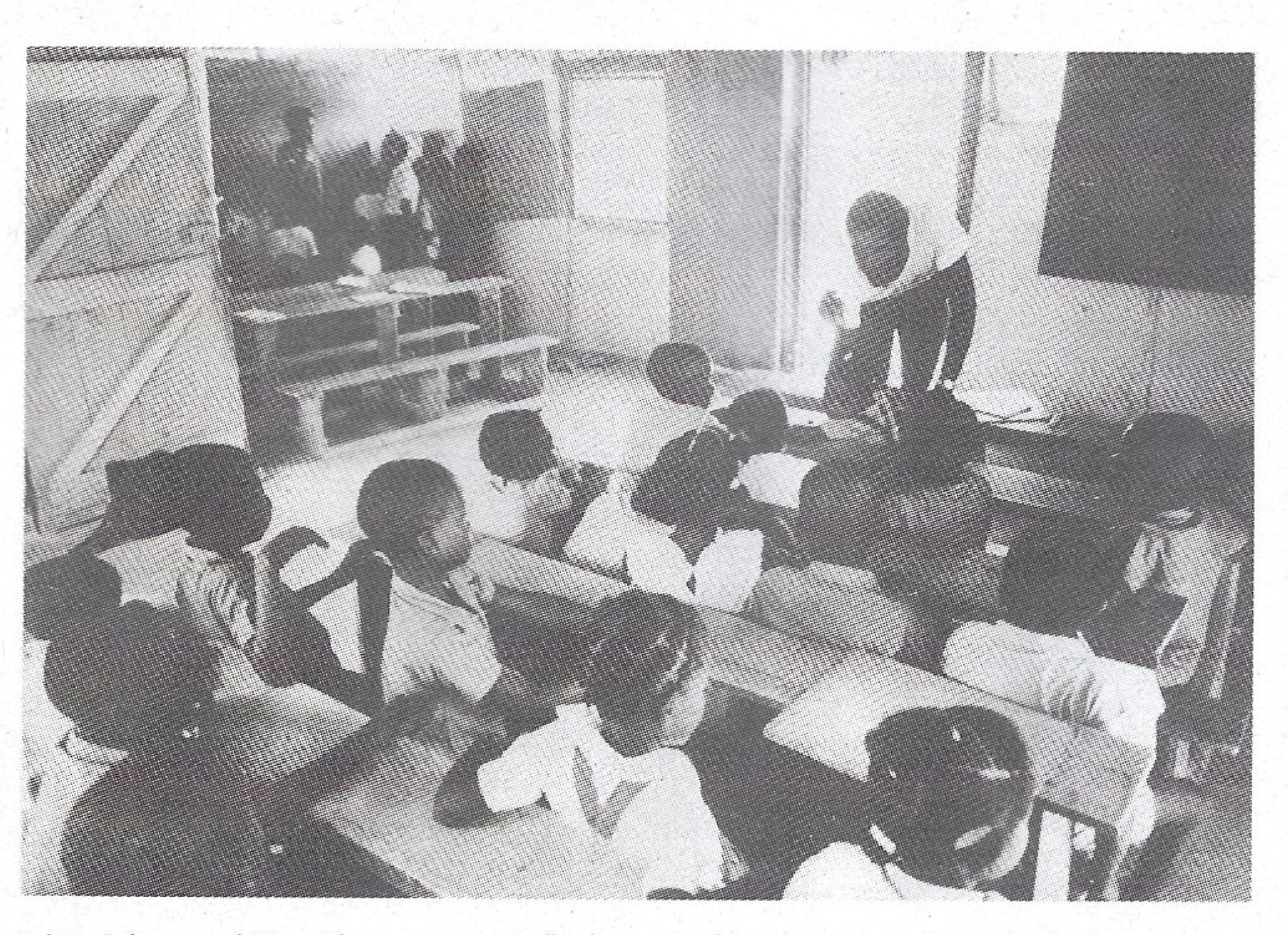
Après mûres réflexions en équipe, nous avons abouti aux conclusions suivantes: l'alphabétisation des adultes est le pilier de toute évolution réelle d'une société. L'éducation des enfants est inutile si l'on n'éduque pas simultanément les parents. La formation des adultes passe par deux phases:

- l'alphabétisation
- l'éducation permanente.

L'alphabétisation est l'acquisition des outils nécessaires à l'éducation permanente que sont la lecture, l'écriture et le calcul. Elle doit porter en gestation des structures qui habituent l'adulte à rechercher, à acquérir la formation nécessaire à la résolution de ses problèmes. D'autre part, les structures de cette alphabétisation doivent privilégier une participation démocratique et une relation au savoir démythifiée, qui favorise la recherche expérimentale de groupe par rapport au savoir encyclopédique de l'individu. Cette conception implique un refus de l'alphabétisation fonctionnelle, dont le seul but est l'augmentation de la production et qui ne se soucie guère de savoir à qui elle profite; rarement, en tout cas, aux nouveaux alphabétisés. Notre démarche s'inspire des théories de Paolo Freire, éducateur brésilien, qui préconise que le groupe doit se réapproprier son histoire et que cette démarche le conduit à une étude critique de son environnement social, politique et culturel.

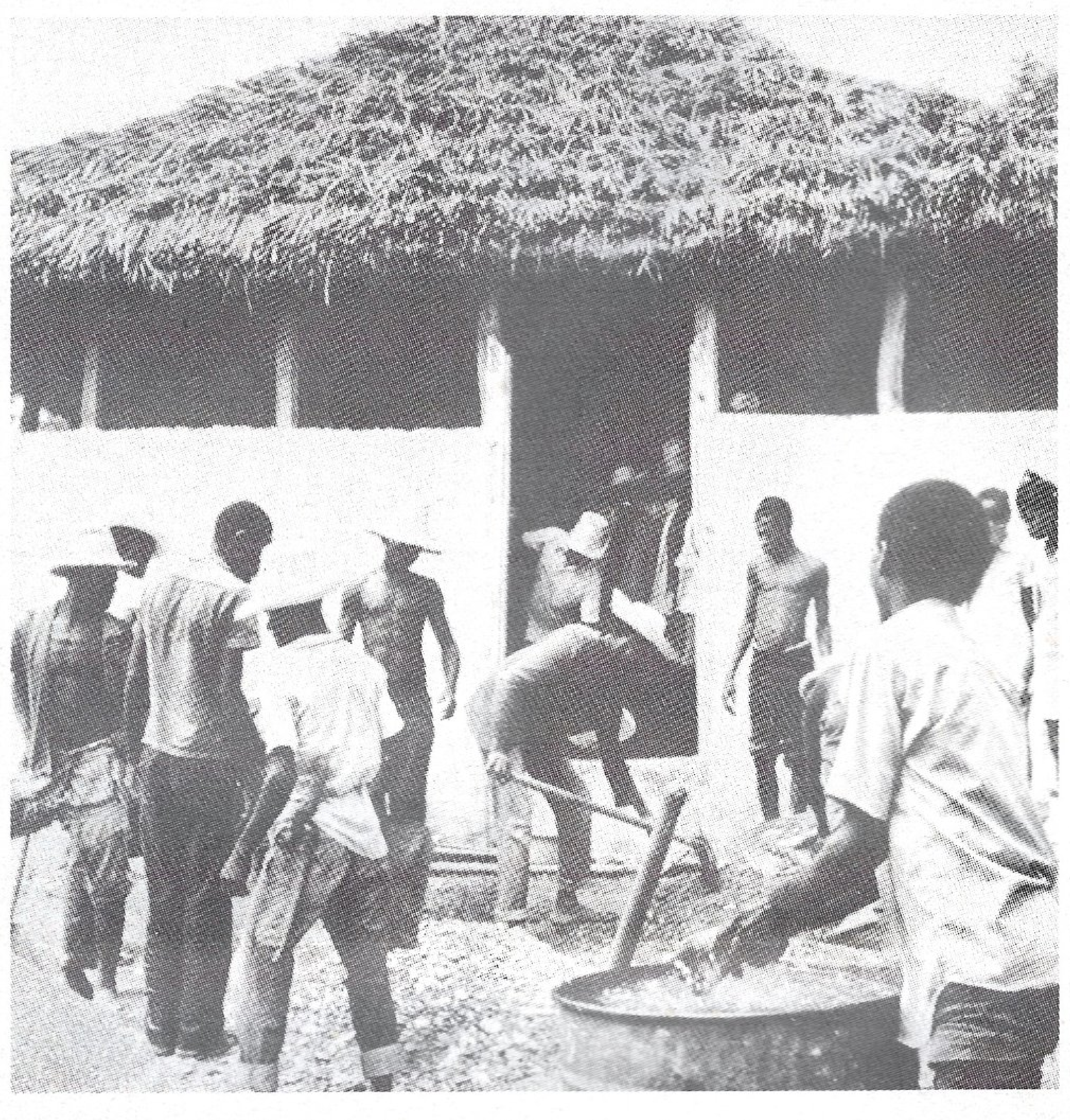
Comment votre action s'est-elle alors concrétisée?

Face aux problèmes particuliers de l'enseignement en



L'Eglise méthodiste en Haïti a fait oeuvre de pionnier en cherchant à introduire le créole comme langue d'enseignement dans ses écoles.





"Jwenn gason ak fanm kap mache vin ede ou": des jeunes hommes et des femmes se joindront à vous pour vous aider!

Haïti, nous avons pris le risque de répondre à ces questions en essayant d'améliorer les rapports éducatifs enseignants-élèves-parents. Nous avons longuement travaillé avec ces derniers en organisant sous les "tonnelles des communautés" des séances de motivation, dans lesquelles l'ensemble des problèmes liés à l'alphabétisation étaient discutés. Rapidement, les parents exprimèrent le besoin de créer leurs propres écoles dans leurs communautés respectives tout en étant conscients que cette tâche aurait dû incomber à l'Etat. Mais face aux carences de celui-ci, ils entreprirent d'acheter du terrain et commencèrent à construire leurs centres scolaires, sans aucune aide extérieure. Cela représentait un investissement considérable de la part de ces communautés, souvent très pauvres. Certaines d'entre elles mirent plus d'une année pour arriver à bout de leur projet. Notre rôle était celui de conseillers techniques et de coordonnateurs. Le jour de l'inauguration des centres, c'était la fête et chacun manifestait sa joie et son enthousiasme pour saluer l'heureux événement: la naissance de leur école.

Dès 1980, vous avez quitté le monde rural pour mener une expérience d'éducation en milieu urbain. Quelles étaient vos fonctions à Port-au-Prince?

L'Eglise méthodiste gère une école normale à Port-au-Prince. On m'a demandé de donner un appui pédagogique aux futurs maîtres de cet établissement, ainsi que des cours de sciences, de travaux manuels. En collaboration avec les professeurs de l'école, nous avons également mis sur pied des cours de développement et d'initiation au fonctionnement des coopératives. Mon expérience dans le terrain se révéla à ce titre très utile.

Parallèlement à ces activités, nous avons également conçu des manuels de géographie haïtienne ainsi que des livres de sciences où nous traitions particulièrement des problèmes du milieu. Ces ouvrages, écrits en créole et en français, étaient plus spécialement destinés aux élèves des degrés primaires.

A Port-au-Prince, la confrontation entre les riches et les pauvres apparaît de manière beaucoup plus criante qu'à la campagne. On constate l'existence de deux sociétés parallèles: celle de la classe aisée au luxe tapageur et celle de la classe pauvre à la misère endémique. Dans cette dernière, la surpopulation, le sous-emploi, l'insalubrité, la promiscuité et la malnutrition sont le lot de la vie quotidienne. Les touristes qui se rendent en Haïti ne voient rien de tout cela, cantonnés qu'ils sont dans les hôtels de luxe, toujours installés en bordure de mer et dans les quartiers résidentiels.

Frappée par la situation des bidonvilles de Port-au-Prince, je décidai de m'engager à titre personnel dans une équipe de jeunes éducateurs haïtiens, qui n'avaient rien à voir avec l'Eglise mé-



thodiste, pour venir en aide aux enfants de Saint-Martin, l'une des zones déshéritées de la capitale. Nous recevions cinq fois par semaine environ 150 enfants et adolescents entre 5 et 20 ans, trois heures par jour, pour leur apprendre à lire et à écrire en créole. Nous favorisions également leur réflexion sur leurs réalités quotidiennes et organisions des séances d'initiation à des activités artisanales locales, telles que la cordonnerie ou la ferblanterie.

Nous n'étions pas les seuls à soutenir les Haïtiens dans les bidonvilles ou ailleurs. De nombreuses organisations caritatives ou internationales se dépensent sans compter pour essayer de sortir ce pays de son sous-développement. Le problème, c'est que cet afflux d'aide financière et dans le terrain n'est coordonné par aucun organisme et chaque action n'est que ponctuelle. Il n'existe aucun programme de développement à l'échelle nationale.

Haïti a vécu un grand bouleversement avec la chute de Duvalier. Comment cela s'est-il traduit dans votre action?

Comme je l'ai expliqué précédemment, l'action que nous menions dans le terrain était accompagnée de réflexions sur les causes du sous-développement ainsi que sur l'apprentissage de solidarités. Il faut dire que c'est grâce à la mobilisation de toutes les organisations sociales d'Haïti et des Eglises chrétiennes qu'une conscientisation s'est créée peu à peu dans le pays. Après le 7 février 1986, l'Eglise méthodiste a oeuvré pour ouvrir le débat sur la démocratisation du pays afin de lui donner un avenir possible. Son objectif est la "formation de la communauté haïtienne pour lui permettre sa libération grâce à sa connaissance de ses droits et devoirs et de lui permettre d'agir et de transformer son milieu démocratiquement". Pendant des générations, le citoyen haïtien avait plutôt subi sans comprendre le fonctionnement des rouages de son pays et en a été très souvent la victime. Comme citoyen à part entière, il a le droit et le devoir d'agir sur le fonctionnement de l'Etat et d'en modeler les expériences. La démarche pédagogique pour cette formation se fait à partir de quatre niveaux de conscience: voir; analyser et comprendre; organiser et agir; évaluer pour aller plus loin. Nous avons donc travaillé depuis le départ de Duvalier avec les diverses communautés sur la formation civique en élaborant avec les Haïtiens tout un matériel concernant les élections, les droits et devoirs du citoyen, le rôle de la femme dans la société, etc. Ce programme se poursuit actuellement.

Vingt ans en Haïti représentent une part importante de votre carrière professionnelle et de votre vie. Quel bilan pouvez-vous tirer d'une telle expérience?

Sur le plan personnel, le fait d'avoir été imprégnée par la culture haïtienne a créé chez moi un regard différent sur les choses et les gens. Nullement déracinés, mes deux enfants nés en Haïti, mon mari et moi-même avons au contraire intégré à notre mode de vie les aspects positifs de la culture créole. Nous avons appris le sens de la fête et de la communication. Cette ambivalence culturelle nous a apporté une ouverture d'esprit et une grande tolérance à l'égard des autres. Nous avons découvert que, contrairement à ce que l'on pense ici, beaucoup d'Haïtiens sont des lutteurs, des gens combatifs, capables de mener à terme les projets les plus fous malgré de nombreuses entraves. Cette constatation nous a incités à nous méfier des préjugés les plus tenaces. Enfin, les difficultés que nous avons dû surmonter nous ont appris à ne pas trop se tracasser pour des futilités et à aller à l'essentiel.

Sur un plan plus général, j'aimerais dire que ce type d'engagement est nécessaire, car il "fournit" des témoins qui peuvent expliquer la réalité de pays tels que Haïti. Pour les Haïtiens, il est également réconfortant de ressentir la solidarité internationale, source d'espoir. Dans le concret, la caution étrangère permettait, sous la dictature, des initiatives intéressantes, impossibles à réaliser par les autochtones. Cependant, il est indispensable, sous peine de cruelles désillusions, de se rendre compte des limites de nos actions dans le terrain et d'avoir continuellement à l'esprit que ce ne sont que des gouttes d'eau dans l'océan qui ne peuvent à elles seules résoudre l'ensemble des difficultés inhérentes à ce pays. Seule une volonté politique de changement structurel ainsi que de nouvelles relations dans les rapports Nord-Sud peuvent modifier le cours des événements.

En tant que citoyens suisses, on a le pouvoir de forger dans notre propre pays l'opinion publique dans ce sens.

A ce titre-là, le développement de pays tels que Haïti peut être le fait de chacun d'entre nous.

DIS !... TU M'ECOUTES ?



Dessin de AN RUA, 10 ans, Chine.

(An Rua l'a offert à Alexandre S. lors de son voyage; ce dessin représente l'amitié,... plus grande qu'une montagne!).

J.A.
1033 CHESEAUX-SUR-LAUSANNE

Rédaction:
Av. Juste-Olivier 11
CH-1006 Lausanne
CCP 10-10580 - 2

EIRENE
Service chrétien international pour la paix
Comité suisse
CP 2262
CH-2300 La Chaux-de-Fonds 2
CCP 23-5 046 - 2

FSF
Frères sans frontières
Grand-rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP 17-7786 - 4

GVOM
«La Joliette»
Chemin des Bolets
CH-2013 Colombier
CCP 10-20968 - 7

Changement d'adresse: prière de l'annoncer directement au Mouvement concerné

INTERROGATION parait huit fois par année.
Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Impression: Imprimerie Glasson SA - Rue de la Léchère 10
CH-1630 Bulle